

Conférence de presse conjointe de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Mme Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, sur les mesures de soutien à la Zone euro, la taxe sur les transactions financières, la TVA sociale et sur la situation de l'entreprise Seafrance, à Berlin le 9 janvier 2012.

MME ANGELA MERKEL -- Mesdames et Messieurs, je tiens d'abord à vous souhaiter une bonne et heureuse nouvelle année, puisque c'est la première fois que nous nous revoyons depuis le début de l'année. Vous êtes nombreux et nous en sommes ravis. C'est un grand plaisir pour moi que d'accueillir le Président français à Berlin. Comme vous le savez, nous nous sommes toujours étroitement concertés avec la France depuis un certain temps pour faire face à cette crise de l'euro, et cette nouvelle rencontre s'inscrit dans cette étroite coopération. Nous avons procédé à une analyse approfondie de la situation telle qu'elle se présente au début de l'année 2012 et nous avons proposé d'avancer le Conseil européen pour que dès le 30 janvier probablement se réunisse ce Conseil européen et c'est également pour préparer ce Conseil que nous nous sommes rencontrés aujourd'hui.

Que dire ? D'abord que nous nous réjouissons que les négociations sur le Pacte fiscal progressent de façon satisfaisante. La règle d'or et tout ce qui est lié pourraient faire l'objet d'un accord d'ici la fin janvier et pourrait être signés. Et que la France et l'Allemagne auront largement contribué à faire de ces négociations un succès.

Deuxièmement, nous avons également échangé sur la façon de rendre encore plus efficaces les instruments de sauvetage de l'euro. Ceci vise d'abord le FESF qui doit non seulement accompagner l'Irlande et le Portugal, mais à l'avenir aussi la Grèce, grâce à la flexibilité de ses instruments, et qu'il soit en mesure d'intervenir, le cas échéant, sur les marchés primaires et nous avons demandé à la BCE de nous aider, d'apporter tout son savoir-faire pour que l'efficacité opérationnelle du FESF soit améliorée et nous nous réjouissons de voir l'investissement et l'engagement de la BCE dans ce sens.

Troisièmement, nous avons parlé du MES, de la possibilité d'accélérer sa mise en œuvre et nous avons vu avec le Président comment nous pourrions anticiper sur le versement des différentes tranches, ce qui est encore une fois la preuve visible de notre engagement au service de l'euro. Nous avons parlé de la Grèce. Il faut mettre en œuvre les décisions prises en octobre, donc la restructuration volontaire de la dette grecque doit avancer. Il faut que le deuxième programme en faveur de la Grèce, restructuration comprise, soit rapidement mis en œuvre, faute de quoi il ne serait pas possible de débloquer la tranche à venir pour la Grèce. Or c'est ce que nous souhaitons, nous voulons que la Grèce reste dans la zone euro. Nous avons dit que cette restructuration doit servir à la soutenabilité de la dette grecque, mais il faut, bien entendu, que la Grèce mette en œuvre les engagements qu'elle a pris à l'égard de la Troïka. J'aurai l'occasion d'en parler la semaine prochaine avec le Premier ministre grec, qui est déjà engagé et la conversation

parler la semaine prochaine avec le Premier ministre grec, qui s'y est engagé et la conversation que j'aurai demain avec MME LAGARDE, Directrice Générale du FMI, portera également, bien entendu, sur le dossier grec.

Nous avons parlé de la consolidation budgétaire, la rigueur financière, qui sont un des piliers de l'avenir et qu'il faut un deuxième pilier, c'est-à-dire la croissance économique, l'emploi. La France et l'Allemagne ont proposé de procéder à une étude comparative des différentes règles en vigueur en Allemagne sur le marché du travail, voir quelles sont les meilleures pratiques. Nous sommes, Français et Allemands, très engagés sur la croissance, pensant au Pacte EURO PLUS, aussi engagés sur l'emploi. Nous allons demander à la Commission que les fonds disponibles en Europe soient utilisés au profit de l'emploi, notamment pour soutenir les PME et pour améliorer la force innovante de l'Europe et développer les réseaux etc.

Nous allons faire dans ce sens des propositions à la Commission et au Président du Conseil. Ce sont avec ces combinaisons entre des finances saines et des incitations à la croissance que nous voulons témoigner de notre engagement au service de l'euro, de sa stabilité et également de notre volonté d'avoir une Europe forte, compétitive. Chacun est prêt à faire ce qu'il faut au plan national. Nous en avons parlé avec beaucoup d'intensité et je crois en beaucoup de succès. Je voudrais remercier encore une fois le Président pour sa présence aujourd'hui à Berlin.

LE PRESIDENT -- Mesdames et Messieurs, à mon tour de vous présenter tous mes vœux pour la nouvelle année. Je suis venu à Berlin parce que vous savez le prix que j'attache à l'entente, à l'alliance, au travail en commun entre les Allemands et la France. C'est vraiment la pierre angulaire de l'Europe. L'alliance, la compréhension, la convergence entre la première économie d'Europe et la deuxième économie d'Europe. Il ne peut pas y avoir d'avenir pour l'Europe sur des divergences franco-allemandes. J'ai grande confiance en Mme MERKEL, nous travaillons souvent ensemble, nous échangeons sur tous les sujets et cette année 2012 où la crise est si forte, où la situation est si préoccupante, imposait que dès le début de l'année nous échangeons.

Notre analyse est la même : premièrement, il faut tenir les engagements de réduction du déficit et de ce point de vue je suis heureux de vous confirmer, comme je l'ai dit à la Chancelière MERKEL, que la France pour 2011, sur le budget de l'Etat, aura un déficit inférieur de 4 milliards à la prévision et aux engagements qu'elle a pris. La France sera non seulement au rendez-vous de ses engagements mais sans doute fera mieux.

Deuxième point, la Chancelière et moi-même, nous sommes tout à fait conscients que la priorité aujourd'hui, c'est la croissance, c'est l'emploi et c'est la compétitivité de notre continent. Nous allons prendre dans le cadre européen des initiatives sur l'emploi et la formation des chômeurs, sur l'utilisation des fonds européens pour qu'ils soient utilisés au service de la croissance et de la compétitivité et sur la convergence fiscale.

Sur la crise de l'euro, nous souhaitons que le traité intergouvernemental soit pris dans les prochains jours, que les négociations soient conclues dans les prochains jours et que le traité soit signé le 1er mars. La volonté qui est celle de la Chancelière comme de moi-même, c'est que l'Europe apprenne à décider plus rapidement et à mettre en œuvre ces décisions.

Deuxièmement, nous sommes d'accord pour anticiper la mise en œuvre du mécanisme européen de stabilité à juillet 2012 et nous sommes prêts à accélérer sa capitalisation. Nous voulons sauver l'euro et soutenir l'euro.

Troisièmement, nous sommes d'accord pour demander à la BCE de faire tout son possible pour que le FESF fonctionne de façon plus efficace.

Et enfin notre analyse sur la Grèce est la même : nous avons négocié à l'époque un PSI. Nous avons dit que le PSI ne s'appliquerait qu'à la Grèce. Il faut maintenant que nos amis grecs tiennent leurs engagements et qu'avec le FMI nous mettions en œuvre ce qui a été prévu par l'accord de Bruxelles.

Je voudrais remercier la Chancelière MERKEL pour le travail en commun que nous faisons. La grande confiance qu'il y a entre l'Allemagne et la France. Et l'idée que nous nous faisons, c'est que nos deux pays doivent s'entraider pour sortir la zone euro de la crise dans laquelle elle se trouve.

QUESTION -- Bonjour M. le Président. Pourquoi voulez-vous aller si vite, voire seul, dans la mise

en œuvre d'une taxe sur les transactions financières, pourquoi cette urgence ?

Mme MERKEL, quel est selon vous le nombre minimum de pays requis pour mettre en place cette taxe en Europe ?

Et aux deux, la question est : à quoi affecteriez-vous le produit de cette taxe si elle est mise en place ?

LE PRESIDENT -- C'est une question amusante parce que depuis le temps que l'on parle de la taxe sur les transactions financières, voilà maintenant que l'on me dit que l'on va trop vite.

Toute l'année 2011, vous avez passé votre temps à nous poser la question : pourquoi si lentement ? Et vous commencez l'année 2012 : pourquoi si vite ?

D'abord parce que Mme MERKEL et moi nous avons toujours dit que nous croyons au principe de cette taxe. Et nous avons mené un fameux combat ! A la table du G20, à la table du G8 et à la table des sommets européens. Et qu'est-ce qui s'est passé ? La Commission a repris notre idée et a mis sur la table du Parlement européen comme des chefs d'Etat et de gouvernement, une proposition de directive portant définition d'une taxe sur les transactions financières.

Donc il n'y a aucune précipitation de ma part puisque c'est au début du mois de janvier que la Commission et le Conseil européen seront saisis.

A titre personnel, je voudrais vous dire combien je suis attaché au principe d'une taxe. Si nous en sommes où nous en sommes, c'est parce qu'il y a eu des dérèglements scandaleux et inadmissibles de la finance et qu'il est tout à fait normal que ceux qui ont contribué à nous mettre dans la situation où nous sommes depuis 3 ans -- le nous étant le monde entier -- participent au redressement de la situation.

Troisièmement, ma conviction, c'est que si nous ne montrons pas l'exemple, ça ne se fera pas. Et donc l'idée de la France, c'est tout simplement d'appliquer le projet de directive sur la création d'une taxe sur les transactions financières tel qu'il est prévu par la Commission, ne doutant pas ainsi que nous engagerons un mouvement dans la zone euro pour que chacun se dote de cette taxe fort opportune. Et une fois que la zone euro s'en sera dotée, c'est l'ensemble du monde entier où les opinions publiques de tous les pays diront : « pourquoi exonérez-vous la finance d'une taxe que la zone euro a eu la sagesse de créer ? ».

Enfin, sur l'affectation, sur l'assiette et sur les modalités, je vous renvoie au projet de la Commission et sur l'affectation, nous aurons l'occasion d'en reparler, notamment à la fin du mois de janvier, lorsque je présenterai aux Français les conclusions du Sommet sur la crise, que je réunirai le 18 janvier. Car je ne prendrai de décision qu'après avoir écouté ce qu'ont à dire les partenaires sociaux.

MME MERKEL -- Il est vrai que depuis des années maintenant nous nous battons pour qu'une telle taxe sur les transactions voie le jour. Nous l'avons fait sous Présidence française au G20, nous l'avons fait déjà avant. La Commission a fait une proposition et je pense que c'est une bonne initiative que la France dise maintenant : il faut mettre les points sur les « i », il faut passer aux actes. Nous avons dit du côté allemand que, au plus tard d'ici au mois de mars, les ministres des finances devront avoir planché et nous dire comment la mettre en œuvre. A titre personnel je dois vous dire que je peux imaginer une telle taxe dans la zone euro. Il n'y a pas encore d'accord au sein de mon gouvernement, c'est vrai, mais personnellement, si nous n'arrivons pas à ce que cette taxe s'impose dans les 27 - ce que je préférerais puisque c'est la proposition de la Commission -, nous réfléchissons à d'autres possibilités. En tous cas, la France et l'Allemagne, Nicolas SARKOZY et moi-même sommes d'avis que cette taxe est la bonne réponse à la situation. Quant à l'utilisation du produit de cette taxe, je ne puis qu'adhérer totalement à ce que le Président français vient de dire.

QUESTION -- Est-ce que vous craignez MME LA CHANCELIERE une dégradation de la note de l'Allemagne ou de la France ou d'autres pays européens comme les agences de notation l'ont annoncé pour le mois de janvier ?

MME ANGELA MERKEL -- Je n'agis pas sous l'emprise de la peur. Nous devons faire notre travail en tant que responsables politiques et nous faisons ce qui nous semble important et nécessaire pour l'avenir de l'Europe. C'est la raison d'être de notre rencontre : le Pacte fiscal, la

consolidation budgétaire, l'efficacité du FESF, une anticipation sur la mise en œuvre du MES, la croissance, la lutte contre le chômage des jeunes, la nécessité de tirer les enseignements des uns et des autres. C'est la raison pour laquelle nous avons œuvré les uns et les autres pour le Pacte fiscal, pour EURO PLUS, parce que nous sommes convaincus que nous devons montrer que nous avons compris notre temps que nous sommes prêts à tirer les enseignements du passé et que nous sommes décidés politiquement à mettre tout ce qu'il faut en œuvre. Et c'est ce message que nous portons partout dans le monde auprès de tous les interlocuteurs.

QUESTION -- Bonjour, au moment où l'Union Européenne est confrontée à des problèmes d'emploi et de croissance, est-ce qu'il est opportun d'introduire une TVA sociale et quelle est votre expérience en Allemagne de la mise en œuvre de cette TVA sociale et comment jugez-vous cette initiative française ? Et Monsieur le Président une réaction à la liquidation de SEAFRANCE ?

LE PRESIDENT -- Si Angela MERKEL me le permet. Aucune décision n'a été prise par le premier ministre François FILLON et par moi-même, et ne sera prise tant qu'il n'y aura pas eu la rencontre avec les partenaires sociaux. Je voudrais rappeler cela. Deuxièmement, nos amis allemands ont eux-mêmes, il y a quelques années, utilisé cette arme pour alléger le coût du travail et réduire leur déficit. Troisièmement, la question qui est posée pour la France est une question extrêmement importante qui est celle des délocalisations. Il faut que la France arrête de se vider de son sang industriel. C'est pour cela que nous trouvons les moyens pour alléger le coût du travail et permettre à la France de rester une grande terre de production. De ce point de vue, ce qu'ont fait nos amis allemands avec leur industrie est incontestablement un exemple.

Et l'autre question, c'était sur SEAFRANCE. J'ai pris acte de la décision qui a été prise de mise en liquidation de cette entreprise. Hier soir avec le premier ministre et les ministres nous nous sommes réunis. Je crois pouvoir vous dire que, dès demain, Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET et Thierry MARIANI recevront les représentants du personnel, le liquidateur de la société pour faire un certain nombre de propositions. Il y en a deux. L'une c'est la SCOP, c'est-à-dire que les salariés de SEAFRANCE réinvestissent leurs indemnités pour assurer la prolongation d'activité de leur entreprise. L'autre, c'est qu'un partenaire puisse faire des propositions de reprise au personnel de SEAFRANCE. Il y a deux propositions qui sont sur la table nous travaillerons pour les accompagner. En tout état de cause, en plus de cela il y a l'engagement de la SNCF. Je crois pouvoir dire qu'il y aura une solution crédible, en tous cas c'est ce sur quoi nous travaillons, pour tous les salariés de SEAFRANCE. Je ne baisserai pas les bras, je n'accepterai pas une sorte de fatalité. Je crois qu'il y a une solution possible et en tous cas le gouvernement a décidé de tout mettre en œuvre pour qu'il en soit ainsi.

MME ANGELA MERKEL -- Je dirais d'une façon tout à fait générale que nous sommes confrontés aux mêmes défis que nous pose la mondialisation. C'est-à-dire que d'un côté les Etats ont besoin de recettes pour mener à bien les tâches qui lui incombent, servir les prestations nécessaires, et d'autre part, il faut être compétitif sur le plan des coûts du travail pour éviter justement les délocalisations. C'est un défi auquel nous sommes tous confrontés et c'est bien la raison pour laquelle, lors du prochain conseil, nous voulons justement parler de tout cela, voir les leçons que nous pouvons en tirer pour que l'Europe soit plus compétitive parce que nous avons tous des taux de chômage trop élevés et c'est la raison pour laquelle j'attends avec intérêt, grand intérêt, les décisions que la France va prendre. Et bien entendu, pour nous en Allemagne, les coûts indirects du travail, nous sommes attachés à ce qu'ils soient aussi raisonnables que possible pour éviter justement ces délocalisations et la perte d'emploi.

QUESTION -- Monsieur le président, Madame la chancelière, les pare-feu que vous avez construits suffisent-ils pour protéger d'une faillite de la Grèce et éviter toute contagion à d'autres pays de la zone euro ?

MME ANGELA MERKEL -- Ce que nous voulons, c'est éviter que quelque pays que ce soit, soit obligé de quitter l'euro. Nous avons toujours dit que la Grèce était un cas d'espèce et quand on voit les données, les chiffres, on voit bien que la participation du secteur privé était nécessaire mais ne suffit pas à remettre la Grèce sur la bonne voie. S'ajoute à cela les mesures négociées par le Troïka avec la Grèce. Tout ceci doit être mis en œuvre, tout ceci doit se traduire dans la

par la Troïka avec la Grèce. Tout ceci doit être mis en œuvre, tout ceci doit se traduire dans la réalité. Il s'agit d'une restructuration volontaire décidée avec les banques, cette restructuration volontaire, je crois que nous l'avons bien préparée, nous avons pris les décisions nécessaires pour que le signal soit clair. Il s'agit de donner à la Grèce une chance de se refaire mais la Grèce reste et restera un cas d'espèce.

LE PRESIDENT -- Alors si nous étions totalement tranquilles, nous ne nous verrions pas avec tant d'assiduité. La situation est complexe, je reprendrai volontiers la phrase de la Chancelière : la situation est tendue, peut être comme jamais dans l'histoire de la zone euro. C'est ce qui fait que nous devons faire preuve d'imagination, que nous avons mis en place un certain nombre de mécanismes. Il y a quelque chose d'important dans ce qui a été dit par la Chancelière, si vous me le permettez, avec moi-même, c'est la demande à la BCE de faire des propositions que pour que le FESF fonctionne de façon plus efficace. Et nous sommes parfaitement conscients de la tension que fait peser sur un certain nombre de pays de la zone euro le niveau des taux d'intérêts qu'ils connaissent aujourd'hui. C'est tout notre travail de ramener de la confiance, de faire baisser ces taux d'intérêts pour que l'on puisse se concentrer sur la croissance. Je pense que jamais dans l'histoire de l'Europe, des chefs d'État et de gouvernement n'ont été confrontés à une telle situation, d'où la mise en place du gouvernement économique, d'où les efforts que nous faisons avec Madame MERKEL pour qu'il y ait davantage de convergence, d'où les appels répétés qui sont les nôtres pour qu'il y ait davantage de compétitivité, d'où la créativité que nous essayons de mettre en œuvre pour apporter une réponse simple, c'est que les marchés de nouveau prêtent à certains États de la zone euro. C'est la question qui est posée, je ne vous dirai pas que nous avons résolu les problèmes parce qu'il faut être lucide. Notre devoir c'est la lucidité et le refus de la dramatisation, ce n'est pas à nous de mettre de l'angoisse, il y en a assez. Mais nous devons être lucides. Et croyez bien que la Chancelière et moi-même nous le sommes. La situation est tendue monsieur, extrêmement tendue. Nous croyons à l'euro, nous croyons à l'Europe, nous savons quelles sont nos responsabilités et nous essayons d'apporter les réponses les plus efficaces dans le cadre des traités et dans le cadre également, Monsieur, des principes démocratiques qui font que Madame MERKEL a un mandat pour l'Allemagne, que j'ai un mandat pour la France et que nous n'avons pas un mandat pour les 15 autres de la zone euro. Voilà, il faut inventer de nouveaux concepts, prendre des décisions, respecter nos convictions démocratiques. Sommes-nous au bout du chemin, avons-nous trouvé toutes les solutions, avons-nous ramené la confiance ? Je pense que Madame MERKEL et moi sommes suffisamment lucides pour répondre : « pas tout à fait ». Et c'est bien pour cela que l'on continue.

Pour autant, nous sommes certains qu'il n'y a pas d'autre alternative pour notre continent que l'unité européenne et qu'il faut sauver l'euro, qu'il faut que chacun se mette au travail, qu'il faut que l'on respecte nos objectifs. Et ce que je vous ai dit il y a quelques instants, avec la France qui sera à 4 milliards de déficit en moins que ce qui est prévu, c'est aussi notre modeste contribution à la crédibilité des engagements que nous avons pris. Il y a des efforts à faire, ces efforts auraient dû être faits depuis bien longtemps. Il y a eu du retard, nous essayons de corriger tout cela.

MME ANGELA MERKEL -- Oui et je crois qu'il faut toujours et encore rappeler que notre objectif est ambitieux mais tout à fait réalisable que de consolider l'euro parce que l'euro c'était le bon choix à l'heure de la mondialisation. Nous venons de parler d'emploi, de compétitivité, c'était la bonne solution. Et je l'ai dit souvent, les choses vont se faire progressivement, donc nous sommes appelés à nous revoir. Le Conseil, le sommet salvateur unique n'existe pas et il n'y a pas de solution unique, il faut faire de la consolidation budgétaire, il faut faire de l'innovation, il faut faire de la compétitivité, il faut mettre le paquet sur l'emploi. Il faut diversifier notre base industrielle. Ce sont autant de fronts sur lesquels il faut avancer et je me réjouis que nous le fassions ensemble avec la France. Merci.